

[fr](#)

[Press release](#) | 28.11.2011

OGM

Le gouvernement français doit immédiatement établir une nouvelle clause de sauvegarde interdisant les cultures de maïs OGM

Le Conseil d'État français a suivi aujourd'hui la décision de la Cour Européenne de Justice qui remet en cause la légalité de la clause de sauvegarde décidée par le gouvernement français en février 2008 pour suspendre la culture de la variété de maïs transgénique MON 810.

La Cour Européenne de Justice considère en effet que la décision française n'a pas été prise de façon satisfaisante sur le plan juridique, le gouvernement s'étant appuyé sur l'article 23 de la directive 2001/18 alors qu'il aurait dû se baser sur l'article 34 du règlement 1829/2003.....

Selon **José BOVE**, Vice Président de la Commission de l'Agriculture et du Développement Rural au Parlement européen,

«Il ne se passe pas une semaine depuis 2008 sans qu'une nouvelle information ne vienne étayer le dossier à charge contre la variété de maïs de Monsanto 810 qui produit la toxine Bt pour éliminer les insectes. Des chercheurs canadiens ont retrouvé des traces de Bt dans le sang et le cordon ombilical de femmes enceintes. La Cour européenne de Justice a interdit récemment la commercialisation du miel contaminé par le pollen de ce maïs transgénique. Des insectes sont devenus résistants au Bt. La liste est dans fin.

Par ailleurs le renouvellement de l'autorisation du MON 810 n'est toujours pas achevé au niveau de l'Europe. Les nouvelles procédures d'évaluation sont toujours en discussion et les conclusions du Conseil environnement du 4 décembre 2008 sur l'amélioration de l'évaluation et la prise en compte des conséquences socio-économiques, ne sont toujours pas appliquées.

Le gouvernement français dispose maintenant de tous les éléments nécessaires, tant au niveau juridique que sur le fond du dossier pour établir une clause de sauvegarde solide et conforme au droit européen. Il serait incompréhensible que les services du ministère de l'Environnement ne soit en mesure d'agir rapidement et efficacement. S'ils n'y parviennent pas, je me tiens à la disposition de Madame Nathalie Kosciusko-Morizet pour l'aider sur ce point.»

Recommended

Press release

salvador-rios-tkkOCi1Wgx0-unsplash



[DSA: European Commission opens investigation against G...](#)

26.01.2026

Press release

© Patrick Laverdant



[EU-Mercosur](#)

09.01.2026

News

©nobutz/pixabay



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 15 to 18 Decembe...](#)

15.12.2025

Press release

Photo by Julian on Unsplash



[Win for consumers with new bank liability, but fight a...](#)

27.11.2025

Responsible MEPs



José Bové

Member

Please share

[•E-Mail](#)

